

<https://www.zurbains.com/societe/immobilier/immobilier-neuf-du-mieux-pour-la-construction-en-juillet-apres-le-confinement.html>



Immobilier neuf : du mieux pour la construction en juillet après le confinement et les élections municipales



- Société - Immobilier -
Date de mise en ligne : vendredi 28 août 2020

Copyright © Zurbains - Tous droits réservés

Construction de logements : la situation s'améliore en juillet

Sur les trois mois compris entre mai et juillet, le nombre de logements mis en chantier s'est établi à 92.900, soit un recul de 8,7% par rapport à un an plus tôt, selon le ministère de la Transition écologique, dont dépend le Logement. La baisse est logique puisque la période comprend la fin du strict confinement mis en place jusqu'à début mai contre le Covid-19. De nombreux chantiers ont été contraints à l'arrêt. Mais ce net recul doit être mis en perspective avec les précédents indicateurs, qui sont donnés mensuellement pour une période de trois mois glissants.

-25% sur les mises en chantier

Au second trimestre, soit la période entre avril et juin, les mises en chantier avaient chuté d'environ un quart par rapport à un an plus tôt. Leur niveau s'est donc nettement amélioré sur le seul mois de juillet.

Recul de -27.40% des permis de construire

La situation est semblable pour les permis, indicateur plus avancé du niveau à venir de la construction, même si leur effondrement reste bien plus marqué que pour les mises en chantier. Entre mai et juillet, 86.100 permis de construire des logements ont été octroyés, soit un recul de 27,4% par rapport à un an plus tôt. Mais, au second trimestre, la chute dépassait 40%.

Confinement et frilosité des élus locaux

Au-delà du confinement, qui a gelé pendant plusieurs semaines l'examen par les autorités locales des demandes de construction, d'autres facteurs ont, selon les professionnels, ralenti les procédures.

Ils citent notamment la timidité des élus locaux à l'approche des municipales, une situation classique mais prolongée par le report du second tour à fin juin, trois mois après la date initialement prévue. Le gouvernement, qui s'inquiète ouvertement du faible nombre de permis accordés, a évoqué ces derniers jours la mise en place d'une aide financière, notamment auprès des maires, mais ses modalités restent à définir.

Post-scriptum :

L'adresse originale de cet article est <https://www.francetransactions.com/...>